



Conseil de sécurité

Soixante-quinzième année

Provisoire

8722^e séance

Mercredi 12 février 2020, à 16 heures
New York

Président : M. Goffin (Belgique)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Schulz
Chine	M. Wu Haitao
Estonie	M. Auväärt
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Norman-Chalet
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Indonésie	M. Djani
Niger	M. Maman Sani
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce
Saint-Vincent-et-les Grenadines	M ^{me} Miguel
Tunisie	M. Ladeb
Viet Nam	M. Pham

Ordre du jour

La situation en Libye

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 16 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Libye

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Libye à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2020/113, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Belgique, Chine, République dominicaine, Estonie, France, Allemagne, Indonésie, Niger, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Afrique du Sud, Tunisie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Viet Nam

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Fédération de Russie

Le Président : Le résultat du vote est le suivant : 14 voix pour et une abstention. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2510 (2020).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : En tant que pays hôte de la Conférence de Berlin sur la Libye, nous sommes très heureux de voir aujourd'hui le Conseil de sécurité approuver les conclusions de la Conférence. Avec l'adoption de la résolution 2510 (2020), le Conseil envoie un signal important pour la paix en Libye, qui réaffirme les engagements concrets pris par tous les participants à la Conférence de Berlin. Il est crucial

pour la Libye que nous soyons capables d'envoyer ce signal d'unité.

L'adoption de la résolution arrive à point nommé, quelques jours avant la réunion inaugurale du Comité international de suivi de la Conférence de Berlin sur la Libye, qui doit se tenir au niveau ministériel le 16 février, en marge de la Conférence de Munich sur la sécurité, et qui sera présidée par le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Heiko Maas. Le Comité international de suivi coordonnera les efforts pour garantir la mise en œuvre des conclusions de la Conférence de Berlin.

Par ailleurs, nous jugeons encourageants les progrès réalisés jusqu'à présent dans la mise en œuvre de certains aspects des conclusions de la Conférence de Berlin. Nous appelons les parties à poursuivre leur coopération au sein de la Commission militaire mixte 5+5 afin de définir les conditions du cessez-le-feu. Nous nous félicitons également des préparatifs en cours en vue de pourparlers politiques et appelons à une participation et à une représentation sans exclusive de tous les groupes de la société libyenne.

Prenant note des réunions du Comité *ad hoc* de haut niveau sur la Libye de l'Union africaine à Brazzaville et de la séance sur la Libye à l'occasion du récent Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, nous saluons les efforts déployés actuellement par l'Union africaine pour appuyer le processus de Berlin. L'Union africaine joue un rôle important s'agissant d'apporter enfin la paix à la Libye.

L'application de l'embargo sur les armes en vigueur reste primordiale. Il ne peut y avoir de solution militaire durable au conflit en Libye. Avec la résolution d'aujourd'hui, la communauté internationale a une fois de plus démontré qu'elle est déterminée à demander des comptes aux auteurs de violations. Nous nous félicitons que la résolution dénonce expressément l'ingérence étrangère dans le conflit en Libye. La mise en œuvre rapide des conclusions de Berlin est désormais cruciale à la lumière des violations continues du droit international humanitaire et des informations faisant état d'un nombre croissant de victimes civiles.

M. Ladeb (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je prononce la présente déclaration au nom de la Tunisie. Le Niger s'y associe également.

La Tunisie se félicite de l'adoption de la résolution 2510 (2020) concernant le processus politique en Libye. Cette résolution appuiera les conditions d'un cessez-le-feu durable en Libye dès que possible. Mon

pays se félicite du large consensus au sein du Conseil de sécurité sur la nécessité de faire avancer le processus politique en Libye, de mettre fin aux hostilités, de cesser l'ingérence étrangère et de respecter l'embargo sur les armes. C'est la base des conclusions de la Conférence de Berlin.

Mon pays salue les efforts que déploient l'ONU et l'Envoyé spécial du Secrétaire général Ghassan Salamé en vue de parvenir à un règlement politique du conflit libyen, et remercie encore une fois la République fédérale d'Allemagne d'avoir organisé la Conférence de Berlin. Nous remercions aussi le Royaume-Uni, qui assure la fonction de rédacteur, des efforts qu'il a déployés durant les consultations en vue de l'élaboration du projet de résolution. Nous remercions aussi tous les membres du Conseil de sécurité de leur contributions positives à ce processus, ainsi que de l'appui qu'ils ont apporté aux propositions présentées par ma délégation à cet égard.

La Tunisie a veillé à ce que le projet de résolution réaffirme l'importance de l'accord politique libyen en tant que référence et la nécessité de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de la Libye. Elle a veillé aussi à ce que la résolution réaffirme qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise en Libye et qu'il importe de décréter un cessez-le-feu permanent dès que possible, et qu'elle mentionne le rôle important que jouent les pays voisins et les organisations régionales, en particulier l'Union africaine et la Ligue des États arabes, en appui à un règlement politique en Libye.

Elle a veillé en outre à ce que la résolution se félicite de l'initiative prise par l'Union africaine d'organiser une réunion de réconciliation entre les parties libyennes au printemps de cette année, appuie les conclusions de la Conférence de Berlin et insiste sur la nécessité de ne pas entraver les opérations pétrolières, dans l'intérêt de tous les Libyens, et de faire face à la menace terroriste et à ses conséquences dans la région. La Tunisie invite toutes les parties à s'engager à mettre en œuvre la présente résolution et à œuvrer pour transformer la trêve en cessez-le-feu durable sans plus tarder, et encourage la Commission militaire conjointe 5 + 5 à poursuivre ses travaux à cette fin. La Tunisie attend également avec intérêt la convocation du forum politique libyen dans les plus brefs délais et la poursuite du processus politique qui a été lancé à Tunis, en vue de relever les défis économiques auxquels est confronté la Libye, un pays frère.

Enfin, et conformément à la teneur de la Déclaration de Tunis pour la paix, nous appelons à nouveau tous les Libyens à s'asseoir à la table du dialogue en vue de parvenir à une formule de compromis pour sortir de la crise actuelle, dans le cadre de l'accord politique et dans le respect de la légitimité internationale. Nous réaffirmons également que la solution en Libye ne peut provenir que d'un dialogue entre tous les Libyens, sans exclusion ni marginalisation, dans le cadre d'une réconciliation nationale globale, sous l'égide d'un régime civil dans un État libyen unifié.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La situation actuelle en Libye est complexe, délicate et précaire et a des incidences graves sur la sécurité et la stabilité des pays voisins et de la région dans son ensemble. La Chine appuie le rôle de chef de file que l'ONU continue de jouer dans la promotion d'un processus politique dirigé et pris en main par les Libyens. Nous appelons toutes les parties au conflit libyen à décréter un cessez-le-feu durable dès que possible et nous saluons les mesures constructives prises récemment par la communauté internationale pour désamorcer la situation en Libye.

La Conférence sur la Libye s'est tenue récemment à Berlin et a donné lieu à un communiqué qui reflète l'important consensus dégagé par les participants. L'approbation par le Conseil de sécurité du communiqué contribuera à un règlement pacifique rapide de la question libyenne. Compte tenu de cela, la Chine a voté pour la résolution 2510 (2020) qui vient d'être adoptée. La Chine prend note du fait que la résolution n'a pas été adoptée à l'unanimité et estime que les vues de toutes les parties doivent être pleinement respectées durant les consultations afin de parvenir à un consensus et de préserver l'unité du Conseil. Ce n'est que de cette manière que la résolution peut avoir un impact positif maximum. Nous espérons que toutes les parties en Libye, les pays de la région concernés et la communauté internationale œuvreront de concert pour mettre activement en œuvre les conclusions de la Conférence de Berlin. Dans le cadre de ce processus, le Secrétariat doit élaborer un plan d'action qui reflète pleinement le principe selon lequel ce processus doit être dirigé et contrôlé par les Libyens, qui tient compte des préoccupations de toutes les parties et qui tire parti du rôle positif des pays concernés.

La Chine est favorable à ce que l'Union africaine et la Ligue des États arabes usent de leur influence particulière en vue de parvenir à un règlement politique de la question libyenne et œuvrent en synergie avec

l'ONU. Dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la Conférence de Berlin et de la résolution du Conseil, la communauté internationale doit rester très vigilante pour lutter contre le terrorisme en Libye et dans la région, combattre résolument toutes les formes de terrorisme dans le pays et empêcher les mouvements transfrontières des combattants terroristes étrangers. Nous devons veiller à ce la Libye ne devienne pas un terreau fertile pour le terrorisme, dont la propagation peut compromettre le processus de paix.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*): L'Indonésie se félicite de l'adoption de la résolution 2510 (2020). Nous remercions le rédacteur et les membres du Conseil de sécurité pour leur participation constructive. Nous remercions l'Allemagne d'avoir organisé la Conférence de Berlin.

Toutefois, la résolution d'aujourd'hui ne concerne pas uniquement la Conférence de Berlin. Elle vise à donner une chance au rétablissement de la paix en Libye. Elle vise à donner espoir aux Libyens que la paix n'est pas hors de portée. Elle vise à sauver la vie des Libyens. Onze mois se sont déjà écoulés depuis le déclenchement de la crise actuelle en Libye, et le monde a le regard tourné vers nous, le Conseil de sécurité. L'Indonésie a voté pour la résolution 2510 (2020) afin de s'acquitter de son obligation morale et de son devoir solennel en tant que membre du Conseil de sécurité.

Nous appuyons les efforts internationaux visant à instaurer à la paix en Libye, qui bénéficient de l'appui des Libyens et qui se poursuivent dans le cadre d'un processus dirigé et pris en main par les Libyens. La souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye sont de la plus haute importance. Nous soutenons l'action menée par les pays voisins et les organisations régionales pour contribuer au règlement du conflit dans le pays. Nous appuyons le travail qu'effectuent la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et le Représentant spécial du Secrétaire général Ghassan Salamé, notamment son plan en trois phases et son approche à plusieurs volets. Nous avons entendu son plaidoyer et le Conseil doit intensifier ses efforts.

Nous appelons les parties en Libye à utiliser les outils à leur disposition et à engager un dialogue pacifique, de bonne foi et en privilégiant l'avenir de la Libye. Nous appelons tous les acteurs à honorer leurs obligations découlant du droit international, à respecter l'embargo sur les armes et à créer les conditions favorables pour que la paix puisse prévaloir.

M. Pham (Viet Nam) (*parle en anglais*): Nous saluons les efforts diplomatiques déployés par l'ONU, l'Allemagne et d'autres parties pour convoquer la Conférence de Berlin sur la Libye. Étant donné la situation précaire sur le terrain, il est essentiel que le Conseil de sécurité fasse fond sur la dynamique créée à Berlin et appuie la mise en œuvre des résultats de la Conférence. La résolution 2510 (2020) n'est certes pas parfaite, mais elle traduit l'engagement de la communauté internationale à œuvrer en faveur d'un processus de paix dirigé et pris en main par les Libyens pour mettre enfin un terme au conflit en Libye. C'est pourquoi le Viet Nam a décidé de voter pour la résolution 2510 (2020). Nous souhaitons sincèrement que les négociations sur des questions d'une grande importance pour la communauté internationale et pour les pays concernés, comme dans le cas d'espèce, prennent en compte toutes les préoccupations pour garantir l'unité du Conseil de sécurité.

M. Auväärt (Estonie) (*parle en anglais*): L'Estonie a appuyé l'adoption de la résolution 2510 (2020), qui entérine les conclusions de la Conférence de Berlin. La dynamique positive créée à Berlin doit être renforcée et solidifiée, et c'est ce que fait la résolution. Nous remercions le Royaume-Uni et l'Allemagne pour leur travail et pour la patience dont ils ont fait preuve au cours des trois semaines et demie qu'auront duré les consultations - un processus qui aurait dû prendre nettement moins de temps étant donné l'urgence actuelle de la situation sur place en Libye. Le message central de la résolution est clair.

Premièrement, les ingérences étrangères dans le conflit et les violations flagrantes de l'embargo sur les armes doivent cesser, comme convenu à Berlin.

Deuxièmement, les parties au conflit doivent s'entendre sur un cessez-le-feu immédiat et durable, base de toute nouvelle étape vers une paix durable en Libye.

Enfin et surtout, les efforts internationaux en Libye doivent être dirigés par l'Organisation des Nations Unies. L'Estonie soutient pleinement le plan en trois points du Représentant spécial, M. Salamé, et sa médiation entre les parties libyennes. Nous avons besoin d'un Conseil de sécurité uni afin d'envoyer un message clair aux parties impliquées dans le conflit libyen, ainsi qu'au peuple libyen qui souffre au quotidien, en mettant en œuvre ce qui a été convenu à Berlin ainsi qu'ici aujourd'hui. Ne les décevons pas et poursuivons la mise en œuvre des conclusions de Berlin.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie s'est abstenue dans le vote sur la résolution 2510 (2020), qui a été rédigée par le Royaume-Uni et l'Allemagne en appui à la Conférence de Berlin sur la Libye. Nous ne savons toujours pas clairement si toutes les parties libyennes sont prêtes à appliquer cette décision, bien que nous ayons souligné à plusieurs reprises l'importance de cet aspect, tant pendant les préparatifs de la Conférence de Berlin qu'après sa conclusion. C'était une nécessité en raison des spécificités de la crise libyenne, qui est le résultat de violations flagrantes des diverses résolutions pertinentes du Conseil de sécurité en 2011.

Il faut souligner que, dès le début, les représentants russes ont participé activement à la préparation de la Conférence dans la capitale allemande. En plus de travailler sur le communiqué final, nous avons essayé d'appuyer nos collègues allemands par des mesures concrètes afin de créer des conditions favorables au succès de la Conférence. À cette fin, nous avons organisé avec la Turquie une réunion des parties libyennes à Moscou le 13 janvier. Notre initiative visait à instaurer un cessez-le-feu en Libye et elle s'est avérée une contribution importante aux efforts internationaux. N'est-ce pas là la preuve que la Russie a manifesté autant d'intérêt que n'importe quel autre pays pour la coordination et la mise en œuvre des décisions de Berlin, si ce n'est davantage?

Néanmoins, la manière dont les travaux ultérieurs se sont déroulés à l'ONU suggère que beaucoup de pays étaient plus intéressés par la simple adoption d'une résolution du Conseil de sécurité le plus rapidement possible, indépendamment de la manière dont elle serait appliquée. Si la résolution est une fin en soi, alors il semble que nous ayons atteint cet objectif.

La Conférence de Berlin a été conçue comme une des étapes du plan en trois points du Représentant spécial, M. Salamé, à savoir la convergence des acteurs extérieurs dans le but de créer les conditions nécessaires au lancement d'un processus de paix en Libye. Nous sommes tous d'accord sur cet objectif. Tous les participants à Berlin ont signé le document. S'il s'agissait de saluer ce résultat au Conseil de sécurité, nous aurions pu le faire dès le lendemain de la Conférence. Au lieu de cela, on nous a dit qu'il était nécessaire d'adopter une résolution qui serait tournée vers l'avenir et aurait plus de poids. L'idée en elle-même n'est pas mauvaise, mais elle a un défaut que nous nous lassons de répéter : l'absence de consentement clairement exprimé par les parties

libyennes elles-mêmes. C'est le principe fondamental du processus de paix libyen, qui est inscrit dans les résolutions du Conseil de sécurité sur la question.

Qu'il me soit permis de réitérer que seuls les Libyens eux-mêmes doivent déterminer l'avenir de leur pays. J'insiste sur le fait que ce principe doit s'étendre aux recommandations énoncées dans le document final de Berlin et s'appliquer aux aspects qui doivent être mis en œuvre par les parties libyennes, et non par des acteurs extérieurs. Nous avons évoqué ce principe avec les organisateurs de la réunion en Allemagne et avec les responsables de l'Organisation. Le consentement des parties libyennes a-t-il été obtenu? Non. Y a-t-il eu des tentatives sérieuses pour l'obtenir? Non. En attendant, nous avons exhorté nos collègues à ne pas se précipiter pour adopter une résolution. Cela a également été discuté par d'autres membres du Conseil qui n'avaient pas été invités à Berlin mais qui ont un intérêt direct dans le processus de paix libyen.

Les Libyens viennent d'entamer leur dialogue, notamment dans le cadre de la Commission militaire conjointe 5+5, qui doit élaborer les paramètres du cessez-le-feu, comme mentionné dans le communiqué de Berlin. Pourquoi ne pouvions-nous pas attendre le résultat des consultations libyennes? Nous aurions pu alors confirmer que les Libyens eux-mêmes étaient d'accord et le Conseil de sécurité aurait pu entériner leur décision. Au lieu de cela, ce que nous avons aujourd'hui est un document qui ordonne l'exécution de quelque chose qui n'existe pas encore, qui prévoit la possibilité d'imposer des sanctions pour la non-application de quelque chose qui n'existe pas encore et qui demande au Secrétaire général de présenter des recommandations à cet égard.

Nous doutons que de tels ultimatums encouragent les Libyens à parvenir à un accord plus rapidement. Nous espérons sincèrement que les dispositions des résolutions du Conseil de sécurité sur la Libye seront mises en œuvre. Nous aimerions que ce document soit viable; cependant, nous ne pensons pas que cela soit possible sur la base du présent texte. En conséquence, nous n'avons pas pu voter pour. Si la résolution 2510 (2020) n'est pas appliquée, nous rappellerons ce que nous avons dit aujourd'hui. Nous avons un certain nombre d'autres critiques concernant le texte de la résolution, dont je ne donnerai pas ici les détails, car nous avons exprimé toutes nos préoccupations pendant les consultations. Malheureusement, elles ont été rejetées par les corédacteurs.

Je voudrais dire une dernière chose. Hier, nous avons adopté une autre résolution sur la Libye (résolution 2509 (2020)) (voir S/PV.8719), une résolution dite de « sanction ». Nous ne pouvons que constater le manque de constance de certains de nos collègues pour ce qui est de refléter les réalités du terrain dans les textes des résolutions. Dans un cas, bien qu'un événement particulier ne se soit produit qu'une fois, il a été systématiquement mentionné dans les documents et, dans un autre, alors qu'une abondance d'informations et de faits provenant de sources diverses étaient disponibles, les événements en question ont été ignorés.

En conclusion, nous avons adopté hier et aujourd'hui deux résolutions relatives à la Libye qui ne font pas consensus. C'est le résultat de l'action de certains de nos collègues, à propos de laquelle nous ne pouvons que faire part de notre profonde déception et de tous nos regrets.

M^{me} Norman-Chalet (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Royaume-Uni, en tant que rédacteur, d'avoir proposé la résolution 2510 (2020), qui vient d'être adoptée. Toutefois, je tiens à signaler que nous sommes déçus que le vote d'aujourd'hui n'ait pas recueilli le soutien unanime des membres du Conseil de sécurité, en dépit des engagements pris par les dirigeants à Berlin, y compris la Fédération de Russie. Il est également très regrettable que des mercenaires étrangers, notamment du groupe Wagner lié au Kremlin, rendent plus difficile la réalisation d'une solution politique inclusive. De telles agissements minent la réalisation d'une solution politique facilitée par l'Organisation des Nations Unies et n'aident pas les parties libyennes à s'unir, ce qui avait été jugé nécessaire.

Cependant, par la résolution qui vient d'être adoptée, le Conseil de sécurité répond à l'appel du peuple libyen pour que la communauté internationale cesse d'utiliser son pays pour y livrer ses conflits; cesse de chasser les Libyens de leurs foyers; contribue à promouvoir le respect du droit international humanitaire et la nécessité d'un accès humanitaire sans entrave pour sauver des vies; appuie son aspiration à la gouvernance démocratique; et permette la réouverture des écoles et le réapprovisionnement des centres de santé. En votant pour cette résolution, les États-Unis soulignent la nécessité d'appliquer davantage le principe de responsabilité aux États Membres qui continuent à violer l'embargo sur les armes en dépit des engagements explicites pris à Berlin – des violations qui se sont poursuivies immédiatement après

la Conférence de Berlin. Les acteurs extérieurs doivent cesser d'alimenter le conflit. Les pays qui ont participé à la Conférence de Berlin se sont engagés à respecter l'embargo sur les armes dans des promesses faites par les plus hauts responsables gouvernementaux. La résolution 2510 (2020) indique clairement que le moment est venu pour tous les États Membres de respecter l'embargo sur les armes imposé par l'ONU.

Les États-Unis réitèrent également leur appel à la désescalade et au retrait immédiat de toutes les forces étrangères, y compris les mercenaires et combattants étrangers. Il est extrêmement regrettable qu'en dépit des engagements pris à la Conférence de Berlin, encore une fois, certains pays – y compris des pays qui se trouvent à cette table et d'autres mentionnés dans le rapport du Groupe d'experts (voir S/2019/914) – continuent d'envoyer du matériel et du personnel militaires en Libye. Nous restons préoccupés par les informations selon lesquelles des forces affiliées à l'Armée nationale libyenne et au Gouvernement d'entente nationale envisagent une action militaire importante dans un avenir proche. Qu'elles soient de nature offensive ou préventive, de telles mesures violeraient les accords conclus à Berlin.

La résolution 2510 (2020) soutient clairement l'action importante de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye visant à ce que l'Armée nationale libyenne et le Gouvernement d'entente nationale acceptent la désescalade et prennent des mesures actives pour établir un cessez-le-feu durable grâce aux pourparlers en cours de la Commission militaire conjointe 5+5. Ces pourparlers doivent se poursuivre sans entrave.

Les États-Unis condamnent également la grave menace que fait peser sur l'unité de la Libye et sur le bien-être de la population libyenne la fermeture des installations pétrolières et gazières libyennes par l'Armée nationale libyenne. Les ressources énergétiques de la Libye appartiennent à son peuple et sous-tendent le bien-être économique de la Libye. Le Conseil a déjà fait clairement savoir qu'aucune partie ne devrait se servir de ces ressources comme d'un atout dans les négociations politiques. Il faut procéder à la réouverture de ces installations sans conditions préalables. Les problèmes économiques sont les principaux facteurs du conflit en cours, et les ressources et revenus de la Libye doivent être répartis de manière transparente et équitable dans l'intérêt de l'ensemble du peuple libyen.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : La résolution 2510 (2020), que nous venons d'adopter, est viable. Nous voulons tous qu'elle soit appliquée. Je dois

dire que c'est la première fois que j'entends dire qu'une période de trois semaines après une conférence est synonyme de précipitation. Certains d'entre nous pensent probablement que nous avons pris notre temps compte tenu de la situation sur le terrain. Toutefois, ce qui est important, c'est que la résolution exprime concrètement les engagements adoptés par les dirigeants, y compris le Président Poutine, à Berlin afin que la communauté internationale et l'ONU puissent prendre des mesures pour faire respecter l'embargo sur les armes, aider les parties à instaurer un cessez-le-feu, prendre les dispositions nécessaires pour examiner les différentes options en vue d'assurer la surveillance du cessez-le-feu avant sa conclusion et pour le surveiller une fois qu'il sera en place. Le plus important c'est que les acteurs n'ont désormais aucun doute quant à la ferme volonté du Conseil de sécurité. Nous voulons un cessez-le-feu, nous voulons que l'embargo sur les armes soit respecté et nous voulons apporter notre concours à l'ONU pour aider les parties à parvenir à une solution prise en main et dirigée par les Libyens. Même si l'ONU est le point d'ancrage des efforts de la communauté internationale, elle peut également faire appel à l'Union africaine, à la Ligue des États arabes et à l'Union européenne.

Sur un point d'ordre général, je tiens à souligner une fois de plus que le Conseil de sécurité n'agit pas uniquement lorsque les parties lui demandent d'agir. L'importance du Conseil de sécurité s'explique précisément par le fait qu'il peut se saisir d'une situation et prendre ses propres décisions. C'est pourquoi le Conseil est souverain. En outre, le consensus ne doit jamais signifier, et n'a jamais voulu dire, le plus petit dénominateur commun.

Le Président : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je ne vais pas répéter ce que j'ai déjà dit concernant la raison pour laquelle nous avons des doutes sur la possibilité de mise en pratique de la résolution 2510 (2020), et pour laquelle nous nous sommes abstenus dans le vote. Nous verrons; les événements nous montreront qui avait raison. Si cette résolution joue un rôle positif dans le règlement du conflit, je serai le premier à admettre que j'avais tort. Cependant, dans sa forme actuelle, nous doutons sérieusement que la résolution puisse contribuer à un règlement, du moins dans le sens que nous souhaitons.

Je voudrais ajouter que nous sommes habitués au fait que les États-Unis sont obsédés par l'idée de trouver une empreinte de la Russie dans toutes les situations.

Au lieu de rechercher des coupables et de coller des étiquettes, nous ferions mieux de nous rappeler ce qui a conduit à la situation actuelle en Libye. Si les membres ne s'en souviennent pas, je vais leur rafraîchir la mémoire. Une résolution du Conseil de sécurité a été violée de manière flagrante en 2011, et après cela, ce pays autrefois prospère a été détruit – et nous savons par quels pays – et l'État libyen a tout simplement cessé d'exister. En conséquence, la Libye est devenue ce qu'elle est devenue, et nous n'arrivons toujours pas à en recoller les morceaux. D'autre part, la Libye est devenue un refuge pour toutes sortes de combattants terroristes étrangers originaires de multiples pays. Je rappelle également que la Russie a proposé d'inclure dans la résolution une référence à ces terroristes. Le pays qui s'y est le plus opposé est les États-Unis. Je voudrais poser une question de pure forme à cet égard : pourquoi?

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la Libye.

M. Elsonni (Libye) (*parle en arabe*) : Je tiens en premier lieu à vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Nous remercions également les membres du Conseil de leurs efforts en vue de l'adoption de la résolution 2510 (2020), même si elle s'est fait longuement attendre, au vu des événements qui se déroulent dans mon pays depuis plus de 10 mois.

Nous saluons la confirmation par le Conseil que la solution à la crise libyenne ne peut être qu'une solution politique. Même si nous comprenons les réserves de certains États concernant certains paragraphes de la résolution, nous espérons que grâce à nos efforts conjoints, nous pourrions rapprocher nos positions et surmonter nos divergences pour parvenir à un consensus total, à l'image de ce qu'on a pu voir à la Conférence de Berlin. Cela permettrait de libérer les Libyens des restrictions internationales qui font obstacle à leur autodétermination. Comme nous l'entendons jour après jour, tout règlement doit être dirigé et pris en main par les Libyens.

Il ne fait aucun doute que la résolution d'aujourd'hui est une reconnaissance officielle de l'échec de l'aventure militaire dans laquelle se sont embarqués l'agresseur et ses parrains, de l'échec de la tentative d'usurper le pouvoir par la force et de l'échec du coup d'État contre la légitimité. Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour tenter de rétablir le dialogue et de promouvoir un règlement pacifique, qui était à portée de main en avril dernier. Nous espérons que les États qui soutiennent l'agression qui a causé la mort et le déplacement des Libyens et qui

a aggravé leurs souffrances sont maintenant convaincus que l'époque où l'on imposait des solutions par la force est révolue.

Nous accueillons avec satisfaction cette résolution, qui réaffirme l'attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye et qui rappelle les résolutions 2259 (2015) et 2441 (2018), concernant l'Accord politique libyen et les autres accords qui en découlent. Cette résolution souligne la légitimité du Gouvernement d'entente nationale et son contrôle exclusif et direct sur les institutions souveraines et la National Oil Corporation. Elle condamne également la fermeture des installations pétrolières et souligne la nécessité de les rouvrir. Leur fermeture a des répercussions négatives sur tous les Libyens et risque de provoquer l'effondrement économique du pays.

Dans le même temps, nous remercions l'Allemagne de ses efforts et de son action diplomatique et nous réitérons notre appui aux résultats de la Conférence de Berlin afin de parvenir à une solution pacifique à la crise libyenne. Nous espérons que tous les États qui ont participé à la Conférence respecteront les accords conclus et appliqueront la résolution. Nous notons également avec satisfaction que la résolution mentionne le rôle important que joue l'Union africaine et les résultats du sommet qui s'est tenu récemment à Addis-Abeba. Nous espérons que l'Union africaine jouera un rôle efficace sous la présidence de l'Afrique du Sud, en particulier en ce qui concerne la réconciliation nationale.

Même si nous nous félicitons de l'adoption de cette résolution, nous voudrions exprimer un optimisme prudent. Nous nous demandons pourquoi la trêve continue d'être violée et pourquoi les civils continuent d'être bombardés et tués. Pourquoi les aéroports civils sont-ils menacés? Pourquoi des avions ne sont-ils pas autorisés à atterrir, ce dont les représentants de l'ONU et l'équipe de l'Envoyé spécial ont pu faire l'expérience? L'équipe a mentionné ce problème dans une déclaration qu'elle a publiée ce matin. Quelles sont les garanties de succès des résultats de la Conférence de Berlin et sur le plan politique, notamment les discussions qui doivent se tenir à Genève? Quelles sont les garanties de succès de la Conférence de Berlin? À ce jour, nous n'avons observé aucun résultat concret émanant de la Commission militaire mixte 5+5 pour ce qui est de confirmer le cessez-le-feu. Certaines parties n'ont pas encore communiqué les noms de leurs représentants pour le processus de dialogue politique. D'autres ont des craintes concernant le mécanisme de sélection et de représentation, et

craignent que les erreurs du passé ne se répètent. Ce sont des questions légitimes auxquelles il convient d'apporter des réponses.

La résolution nous redonne espoir, et nous continuons de croire qu'il y a une forte volonté internationale de la mettre en œuvre. Mais le Conseil pourra-t-il cette fois-ci mettre un terme aux obstructions? Sera-t-il capable de mettre fin aux violations et aux crimes de guerre et d'amener les responsables à rendre des comptes? Mettra-t-il fin au flux de mercenaires? Selon le rapport du Groupe d'experts sur le Soudan (voir S/2020/36), au moins cinq groupes armés darfouriens ont rejoint les milices d'Haftar, notamment le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan, le Conseil de transition du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan, le Mouvement pour la justice et l'égalité, les forces de libération du Soudan et le Conseil soudanais de l'éveil révolutionnaire

Il y a des milliers de mercenaires avec leur matériel à Joufra, Al-Hone, Qatroun et dans le sud de Tripoli, ainsi que dans la zone du croissant pétrolier. Les mercenaires soudanais s'emploient à fermer les installations pétrolières libyennes et certains tentent de répandre la rumeur selon laquelle ces fermetures seraient le fait de tribus libyennes qui réclament une répartition équitable des richesses. Nombre de ces mercenaires mais d'autres aussi contribuent à la déstabilisation du sud de la Libye, qui échappe à tout contrôle. On l'a vu lors du massacre de Mourzouq en août 2019, au cours duquel une quarantaine de nos concitoyens ont trouvé la mort dans des frappes aériennes directes. Ces informations ne proviennent pas de nous, mais sont tirées des rapports pertinents de l'ONU. Malgré cela, d'aucuns continuent à appeler ces gens-là l'Armée nationale libyenne.

Pour terminer, nous remercions les États qui ont commencé à reconsidérer leurs positions après avoir compris les intentions de l'agresseur. Nous tenons à rappeler à toutes les personnes présentes que nous voulons ardemment parvenir à une solution pacifique, mettre un terme à l'effusion de sang et œuvrer en faveur d'une plate-forme de dialogue entre tous les Libyens, sans exception. Nous ne ménagerons aucun effort pour atteindre cet objectif. Nous resterons néanmoins vigilants et prêts à faire face à tout acte malveillant. Car comme le dit le hadith, « Le croyant ne se laisse pas mordre deux fois par le même serpent ».

La séance est levée à 16 h 40.